

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 1327

[2006/200997]

10 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création d'une cellule fiscale de la Communauté française

Le Gouvernement,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant que la Déclaration de Politique communautaire du Gouvernement de la Communauté française prévoit d'étendre les missions de la cellule fiscale de la Région wallonne à la Communauté française;

Considérant que le préalable indispensable à la mise en place de cette extension est la création d'une cellule fiscale;

Considérant qu'il importe que cette cellule soit composée de fonctionnaires fédéraux maîtrisant ces compétences fiscales;

Vu la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 février 2006,

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 février 2006;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 février 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de mettre en œuvre d'urgence cette structure administrative en vue de respecter les objectifs poursuivis par le Gouvernement de la Communauté française en termes d'extension des missions de la cellule fiscale de la Région wallonne;

Considérant qu'il importe de donner une base réglementaire à la mise à disposition de personnel;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une Cellule fiscale auprès du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'assister dans la résolution des problématiques fiscales relatives aux compétences de la Communauté française, ci-après dénommée « la Cellule ».

Elle est placée directement sous l'autorité du Ministre du Budget.

Le Gouvernement de la Communauté française décidera de la date de la fin de la mission par arrêté.

Art. 2. La Cellule a pour mission d'assister le Gouvernement de la Communauté française dans la résolution des problématiques liées à la fiscalité dans les compétences de la Communauté française.

Dans ce sens, elle sera compétente notamment pour les problématiques suivantes :

1° l'étude du statut fiscal des biens immeubles affectés aux compétences de la Communauté française, comme par exemple les bâtiments scolaires ou les infrastructures culturelles, notamment en matière d'impôts directs, de T.V.A. et de droits d'enregistrement;

2° l'étude de la fiscalité directe relative aux salaires à charge du budget de la Communauté française;

3° l'étude de la fiscalité environnementale, en ce compris sur l'énergie, à charge de la Communauté française;

4° l'étude de la fiscalité portant sur les activités culturelles et audiovisuelles ressortant de la compétence de la Communauté française;

5° l'étude du financement de la Communauté française par les recettes fiscales inscrites dans la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989;

6° l'exercice par la Communauté française de ses compétences en matière fiscale.

Art. 3. Chaque mission fait l'objet d'un plan de travail opérationnel reprenant les objectifs poursuivis, un descriptif des actions à mettre en œuvre et des moyens à affecter, ainsi qu'un échéancier.

Ce plan est approuvé par le Ministre du Budget.

Art. 4. La Cellule établit tous les trois mois un rapport d'activités au Ministre du Budget décrivant de manière synthétique les travaux de la Cellule.

Art. 5. § 1^{er} La Cellule est dirigée par le dirigeant de la Cellule fiscale de la Région wallonne.

§ 2. Outre le dirigeant de la Cellule visé au § 1^{er}, le personnel de la Cellule fiscale comprend un agent de niveau 1.

§ 3. La personne visée au § 2 du présent article est désignée par le Gouvernement, sur proposition du Ministre du Budget suite à un appel public à candidatures.

Art. 6. Le traitement de cette personne désignée par le Gouvernement de la Communauté française est à charge du budget de la Communauté française.

Art. 7. § 1^{er}. Si cette personne ne fait pas partie du personnel des Services de la Communauté française, ou plus généralement de tout service public, il lui est alloué une allocation tenant lieu de traitement fixée dans l'échelle 120/1.

§ 2. Le membre du personnel visé au présent article bénéficie des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle son allocation tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire proméritee pouvant lui être accordée est calculée suivant les mêmes règles que celles établies pour le calcul des services admissibles du personnel des Services du Gouvernement.

Art. 8. § 1^{er}. Si le personnel visé à l'article 5, § 2, a déjà la qualité d'agent des services de la Communauté française, il est mis en congé de son service pour la durée de sa désignation.

§ 2. La rémunération des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des Services de la Communauté française reste à charge de ceux-ci.

Les membres du personnel contractuels des services du Gouvernement conservent, au même titre que les agents statutaires, leur rémunération augmentée de l'allocation visée à l'article 9.

Art 9. § 1^{er}. La personne visée à l'article 5, § 2, bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet des conseillers prévue par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement.

§ 2. La situation pécuniaire du personnel de la Cellule qui, sans faire partie des services de la Communauté française, appartiennent toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue au présent article. Lorsque l'employeur réclame le traitement, la Communauté française rembourse au service d'origine la rétribution de ce membre du personnel de la Cellule, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui lui sont applicables dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue au présent article qui ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1^o lui seraient applicables.

Art. 10. La personne visée à l'article 5, § 2, bénéficie des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 11. Les dispositions prévues à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements tant du domicile au lieu de travail que pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun ou d'un véhicule à moteur personnel, sont applicables mutatis mutandis au personnel de la Cellule fiscale.

Art. 12. Les allocations et indemnités visées aux articles 7, 9, 10 et 11 sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12e du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle ou l'indemnité n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 13. Les indemnités et allocations prévues aux articles 7, 9, 10 et 11 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 14. § 1^{er}. Le Ministre du Budget peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ à la personne qui a occupé une fonction dans la Cellule visée à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui ne bénéficie d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2. 1. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 2. 2. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. Sans préjudice du § 1^{er}, la condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions au sein de la cellule dont les seuls revenus sont constitués de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au sein de la cellule, d'un mandat de Bourgmestre, d'Échevin ou de Président de centre public d'aide sociale ou qui, soit sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans le secteur privé ou dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité. L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2.1 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes dans le secteur public ou privé ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel au sein de la cellule et, de toute manière, des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation tenant lieu de traitement, en ce compris le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, augmentée du supplément d'allocation visé à l'article 7 et, s'il échet, de l'allocation de foyer ou de résidence, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercée pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations du bénéficiaire entrant en ligne de compte pour le calcul de ladite allocation.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art 15. Délégation est accordée au Directeur de Cabinet du Ministre du Budget, pour engager et approuver toute dépense imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 5, § 2, du présent arrêté.

Art. 16. Délégation est accordée au dirigeant de la Cellule visé à l'article 5, § 1^{er}, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.000 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur une ou plusieurs allocation(s) de base spécifique(s) à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 17. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (SEPAC) est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à la Cellule et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 5, § 2.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du SEPAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 5, § 2.

Art. 18. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 19. Le Ministre du Budget prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition de la Cellule de locaux, de bureaux et de mobilier nécessaires au bon fonctionnement de la cellule.

Art. 20. Dans le respect des dispositions régissant les marchés publics, le dirigeant de la Cellule propose les contrats de services, notamment en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission. Il prépare le cas échéant les propositions d'achat qui seraient nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 19.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 février 2006.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique,
C. EERDEKENS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 1327

[2006/200997]

10 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van een fiscale cel van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2005 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de Verklaring van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het gemeenschapsbeleid bepaalt dat de opdrachten van de fiscale cel van het Waalse Gewest ook door de Franse Gemeenschap zullen worden uitgeoefend;

Overwegende dat de oprichting van een fiscale cel onontbeerlijk is voor die opdrachtuitbreiding;

Overwegende dat die cel moet samengesteld zijn uit federale ambtenaren die deze fiscale bevoegdheden bezitten;

Gelet op de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 9 februari 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat die administratieve eenheid dringend moet worden opgericht om de doelstellingen te kunnen bereiken die door de Regering van de Franse Gemeenschap worden nagestreefd in verband met de uitbreiding van de opdrachten van de fiscale cel van het Waalse Gewest;

Overwegende dat er een reglementaire basis dient te worden bepaald met het oog op de terbeschikkingstelling van personeel;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een Fiscale Cel, hierna "de Cel" genoemd, bij de Regering van de Franse Gemeenschap ingesteld om haar bijstand te verlenen bij de oplossing van fiscale problemen in verband met de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap.

Ze staat onder het rechtstreekse gezag van de Minister van Begroting.

De Regering van de Franse Gemeenschap zal over de datum van het einde van de opdracht bij besluit beslissen.

Art. 2. De Cel heeft als opdracht bijstand te verlenen aan de Regering van de Franse Gemeenschap bij de oplossing van de problemen in verband met de fiscaliteit in het kader van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap.

In deze zin is ze inzonderheid bevoegd voor de volgende vraagstukken :

1° de studie van het fiscaal statuut van de onroerende goederen bestemd voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, zoals bij voorbeeld de schoolgebouwen of de culturele infrastructuur, inzonderheid inzake directe belastingen, B.T.W. en registratierechten;

2° de studie van de directe fiscaliteit met betrekking tot de lonen ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap;

3° de studie van de milieufiscaliteit, ook in verband met energie, ten laste van de Franse Gemeenschap;

4° de studie van de fiscaliteit in verband met de culturele en audiovisuele activiteiten ressorterend onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap;

5° de studie van de financiering van de Franse Gemeenschap door de fiscale ontvangsten ingeschreven in de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989;

6° de uitoefening, door de Franse Gemeenschap, van haar fiscale bevoegdheden.

Art. 3. Elke opdracht wordt bepaald in een operationeel werkplan dat de nagestreefde doelstellingen, een beschrijving van de te verrichten acties en van de aan te wenden middelen, alsook de lijst van de in acht te nemen termijnen vermeldt.

Dat plan wordt door de Minister van Begroting goedgekeurd.

Art. 4. De Cel stelt om de drie maanden een activiteitenverslag voor de Minister van Begroting op waarin een overzicht van de werkzaamheden van de Cel staat.

Art. 5. § 1. De Cel staat onder leiding van het hoofd van de Fiscale Cel van het Waalse Gewest.

§ 2. Naast het hoofd van de Cel bedoeld in § 1, heeft de Cel ook een ambtenaar van niveau 1.

§ 3. De persoon bedoeld in § 2 van dit artikel wordt door de Regering aangesteld, op de voordracht van de Minister van Begroting, na een oproep tot kandidaten.

Art. 6. De wedde van die persoon die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt aangewezen, wordt op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken.

Art. 7. § 1. Als die persoon niet tot het personeel van de Diensten van de Franse Gemeenschap, of, meer in het algemeen, van elke overheidsdienst, behoort, wordt hem een als wedde geldende toelage toegekend, vastgesteld in de schaal 120/1.

§ 2. Het personeelslid bedoeld in dit artikel ontvangt de tussenwedden die overeenstemmen met trappen in verband met de geldelijke anciënniteit en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen bepaald in de schaal waarin zijn als wedde geldende toelage werd vastgesteld. De geldelijke anciënniteit die hem kan worden toegekend, wordt berekend volgens dezelfde regels als deze die vastgesteld zijn voor de berekening van de in aanmerking komende diensten van het personeel van de Diensten van de Regering.

Art. 8. § 1. Als het personeel bedoeld in artikel 5, § 2, reeds de hoedanigheid van ambtenaar van de Diensten van de Franse Gemeenschap bezit, krijgt het een verlof voor de periode van zijn aanstelling.

§ 2. De bezoldiging van de ambtenaren en contractuele personeelsleden die uit de Diensten van de Franse Gemeenschap gedetacheerd zijn, blijven ten laste van deze.

De contractuele personeelsleden van de Diensten van de Regering behouden, net zoals de statutaire personeelsleden, hun bezoldiging, verhoogd met de toelage bedoeld in artikel 9.

Art. 9. § 1. De personen bedoeld in artikel 5, § 2, ontvangen een jaarlijkse toelage die gelijk is aan de kabinetstoelage van de adviseurs bepaald in artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2005 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De geldelijke toestand van het personeel van de Cel dat niet behoort tot de Diensten van de Franse Gemeenschap maar wel behoort tot een Ministerie, een dienst van de Staat, een andere dienst, een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, of tot een inrichting van het gesubsidieerd onderwijs, wordt geregeld als volgt :

1° wanneer de werkgever machtiging verleent tot de voortzetting van de uitbetaling van de wedde, ontvangt de betrokkene de jaartoeelage bepaald in dit artikel. Wanneer de werkgever de wedde terugvordert, dan betaalt de Franse Gemeenschap de oorspronkelijke dienst de bezoldiging van dat personeelslid van de Cel, het vakantiegeld, de eindejaarsloelage en elke andere toelage en vergoeding terug die worden berekend overeenkomstig de bepalingen die op dat personeelslid van toepassing zijn in zijn dienst van herkomst, vermeerderd, in voorkomend geval, met de werkgeverslasten;

2° wanneer de werkgever de uitbetaling van de wedde schorst, ontvangt de betrokkene een als wedde geldende jaartoeelage, vermeerderd met de jaartoeelage bepaald bij dit artikel, die echter noch hoger noch lager mag zijn dan de bezoldiging vermeerderd met de aanvullende wedde, premies en vergoedingen van alle aard, en met de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien de onder 1° vermelde bepalingen op hem van toepassing zouden zijn.

Art. 10. De persoon bedoeld in artikel 5, § 2, ontvangt de kinderbijslag, de geboortetoeelage, de haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarsloelage en elke andere toelage tegen de tarieven en onder de voorwaarden bepaald voor het personeel van de Diensten van de Regering.

Art. 11. De bepalingen bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2005 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap in verband met de verblijfs- en reiskosten, voortvloeiend uit de reizen zowel van de woonplaats naar het werk en van het werk naar de woonplaats als voor de behoeften van de dienst en uit het gebruik van de algemene vervoermiddelen of van een persoonlijk voertuig, zijn van overeenkomstige toepassing op het personeel van de Fiscale Cel.

Art. 12. De in de artikelen 7, 9, 10 en 11 bedoelde vergoedingen en toelagen worden maandelijks op vervallen termijn uitbetaald. De maandtoelage is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag.

Wanneer de maandtoelage of de vergoeding niet volledig verschuldigd is, wordt ze in dertigsten uitbetaald, overeenkomstig de regel bepaald in het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 13. De in de artikelen 7, 9, 10 en 11 bedoelde vergoedingen en toelagen zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld : daartoe worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 14. § 1. De Minister van Begroting kan onder de hierna vermelde voorwaarden een vaste vertrektoelage toekennen aan de persoon die een ambt heeft bekleed in de Cel bedoeld in artikel 1 van dit besluit en die geen beroeps- of vervangingsinkomen of geen rustpensioen geniet. Een overlevingspensioen of het bestaansminimum dat door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend, worden niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

§ 2. 1. Die vaste toelage wordt toegekend in verhouding tot :

- één maand toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot en met zes maanden;
- twee maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot en met twaalf maanden;
- drie maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot en met achttien maanden;
- vier maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot en met vierentwintig maanden;
- hoogstens vijf maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

2. De primaire ordonnateur of diens afgevaardigde wordt ertoe gehouden zonder verwijl de Vaste Bijstandsdienst inzake administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten alle gegevens over te zenden die noodzakelijk zijn voor de berekening van de vaste vertrektoelage voor elke gerechtigde.

§ 3. De vertrektoelage wordt door middel van maandbedragen toegekend. Onverminderd § 1, is de voorwaarde voor de toekenning de indiening, elke maand, door de betrokkene, van een verklaring op erewoord, waaruit blijkt dat hij, voor de betrokken periode, geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de voorwaarden bedoeld in § 4 vervult.

§ 4. In afwijking van § 1, kan de Minister een vaste vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt binnen de Cel hebben uitgeoefend waarvan het enige inkomen voortvloeit uit de bezoldiging in verband met de uitoefening, sedert ten minste drie maanden vóór het einde van de ambtsuitoefening binnen de Cel, van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of die, ofwel uitsluitend één of meer deelambten uitoefenen in de privé-sector of in een dienst die ressorteert onder een wetgevende macht, in een overheidsdienst of in een gesubsidieerde onderwijsinstelling of die titularis zijn van één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist betreffende één of meer onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkeringen ontvangen of wettelijke vergoedingen voor ziekte-invaliditeit of voor moederschap. De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2.1 en wordt, na weging, verminderd met de totale som die voor de overeenstemmende periode aan de betrokkene verschuldigd is ter bezoldiging van onvolledige ambten in de openbare of privé-sector of als pensioen naargelang het bedrag van de vaste vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse prestatie binnen de Cel en, in ieder geval, met de inkomsten voortvloeiend uit een werkloosheidsuitkering of wettelijke vergoedingen voor ziekte-invaliditeit of moederschap.

§ 5. Het bruto maandbedrag van de vaste vertrektoelage is het geïndexeerde bruto maandbedrag van de als wedde geldende toelage, met inbegrip van het bedrag van de verhoging die ze eventueel zou hebben genoten, vermeerderd met de bijkomende toelage bedoeld in artikel 7 en, in voorkomend geval, met de haard- of standplaatstoelage, betreffende de laatste maand van de activiteit die de betrokken persoon gedurende ten minste drie maanden heeft uitgeoefend, gewogen op grond van de regeling van de prestaties van de begunstigde die in aanmerking komen voor de berekening van die toelage.

§ 6. Geen vertrektoelage is verschuldigd aan personen die zelf beslissen de uitoefening van hun ambt stop te zetten.

Art. 15. Delegatie wordt verleend aan de Kabinetsdirecteur van de Minister van Begroting, om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aan te rekenen is op een specifieke basisallocatie die moet worden gecreëerd binnen een organisatie-afdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en die betrekking heeft op de vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 5, § 2, van dit besluit.

Art. 16. Delegatie wordt verleend aan het hoofd van de Cel bedoeld in artikel 5, § 1, van dit besluit, tot een bedrag van 5.000 euro, om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aan te rekenen is op één of meer specifieke basisallocaties die te creëren zijn binnen een organisatie-afdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. § 1. De Vaste Bijstandsdienst inzake administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten wordt belast met de administratieve bijstandverlening inzake personeel aan de Cel en met het beheer van de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 5, § 2.

§ 2. Delegatie wordt verleend aan de adviseur, verantwoordelijk voor de Vaste Bijstandsdienst inzake administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten, om elke uitgave te ordonnanceren die werd vastgelegd door de primaire ordonnateur en die aan te rekenen is op een specifieke basisallocatie, te creëren binnen een organisatie-afdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap betreffende de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 5, § 2.

Art. 18. De voormelde bepalingen hebben niet tot gevolg dat de primaire ordonnateur zijn bevoegdheid om alle uitgaven bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, zal verliezen.

Art. 19. De Minister van Begroting neemt de maatregelen die nuttig zijn om lokalen, bureaus en meubilair die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de Cel ter beschikking van deze te stellen.

Art. 20. Met inachtneming van de bepalingen van de overheidsoverdrachten regelen, stelt het hoofd van de Cel de overeenkomsten voor diensten voor, inzonderheid met het oog op de medewerking van adviesbureaus om zich bij de uitoefening van zijn opdracht te laten bijstaan. Het bereidt in voorkomend geval de aankoopvoorstellen voor die noodzakelijk zouden zijn ter aanvulling van de materiële middelen bedoeld in artikel 19.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 22. De Minister van Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 februari 2006.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
Cl. EERDEKENS